

OBJET DU MARCHÉ :

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX COURANTS
SUR LES SITES HOSPITALIERS
DU GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
LOT 1 : DESAMIANTAGE**

MAITRE DE L'OUVRAGE :

GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
1, RUE DE LA MARNE – BP114
35403 SAINT-MALO Cedex

C.C.T.P. du 15 juin 2025

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

1	CONTEXTE : Caractéristiques générales / Nature des prestations	3
2	CONTRAINTES	3
2.1	Contraintes techniques	3
2.1.1	Limites de la prestation	3
2.1.2	Planning prévisionnel de l'opération	3
2.1.3	Conditions d'intervention	3
2.1.4	Cadre réglementaire	3
2.1.5	Gestion des déchets	4
2.2	Visites des installations et locaux	5
2.3	Présentation de l'opération de travaux	5
2.3.1	Éléments généraux	5
2.3.2	Dispositions applicables en fin de travaux	6
2.4	Mesures d'empoussièrement	6
2.4.1	Éléments généraux	6
2.4.2	Protection de l'environnement du chantier	7
2.5	Principes et moyens de prévention	7
2.5.1	Analyse initiale des risques	7
2.5.2	Mesures techniques	7
2.5.3	Mesures de protection collectives	7
2.5.4	Signalisation	8
2.6	Établissement du plan de retrait	8
2.6.1	Contenu du plan de retrait	8
2.6.2	Transmission du plan de retrait	8
2.6.3	Consultation du plan de retrait	9
3	TRAITEMENT DES DECHETS	9
4	QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE	9
5	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS	9
6	REUNIONS DE CHANTIER	10
7	SANTE, SECURITE ET SURETE	10
7.1	Règles d'hygiène, sécurité, environnement	10
7.2	Qualification des intervenants	10
8	HORAIRES D'INTERVENTION	11
9	CONDITIONS D'ACCES	11
10	INSTALLATION DE CHANTIER	11
11	COMMUNICATION D'INFORMATIONS	11
12	DOCUMENTS A PRODUIRE	11
13	RECEPTION	12

Ce lot devra répondre à toute demande de désamiantage pour un local ou un bâtiment des sites hospitaliers constituant le Groupe Hospitalier Rance Emeraude.

1 CONTEXTE : Caractéristiques générales - Nature des prestations

Le présent document concerne la description des travaux de désamiantage pour l'ensemble des ouvrages, nécessaires à la réhabilitation ou la rénovation du bien.

Cela peut faire suite à un diagnostic amiante avant travaux (DAAT), si le bien immobilier a été construit avant 1997 est mis en vente.

2 CONTRAINTES

2.1 Contraintes Techniques

2.1.1 Limites de la prestation

Le prestataire indiquera dans son offre les tâches à la charge du maître d'ouvrage ainsi que les éléments à lui mettre à disposition pour la bonne exécution de sa prestation. Le candidat précisera notamment ses besoins en fluide (eau et électricité) pour la réalisation de ses prestations.

2.1.2 Planning prévisionnel de l'opération

Le prestataire doit fournir un calendrier prévisionnel des travaux, en indiquant :

- Le phasage des opérations avec les délais envisagés,
- La date prévisionnelle de fin des travaux.

2.1.3 Conditions d'intervention

L'entreprise doit prévoir les équipements nécessaires à la réalisation de travaux (hauteur, vide sanitaire, en galerie,...) dont la fourniture et/ou la location, la maintenance et la vérification seront à sa charge. Le personnel affecté à la manœuvre des engins et des équipements et/ou affecté à la réalisation de travaux spécifiques justifiera des attestations requises.

2.1.4 Cadre réglementaire

La mission qui sera demandée dans le cadre du présent marché et en particulier sur ce lot, devra être conforme à la réglementation en vigueur et doit prendre en compte à minima la liste non exhaustive des textes cités ci-après.

Ces documents ne sont pas reproduits dans le présent C.C.T.P. car supposés connus par le prestataire qui se doit de les respecter dans le cadre de la réalisation de sa mission. L'entreprise ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance de l'un des textes réglementaires en vigueur.

Protection de la population :

- Code de la santé publique art L.1334-13 (Loi SRU)
- Code de la santé publique art R.1334-14 à R.1334-29-9 (Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011)
- Arrêté du 19 août 2001 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Protection des travailleurs :

- Code du travail art R.4412-94 à R.4412-148 (Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 et Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013)
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Normes et guides :

- NF X46-010 d'Août 2012 : Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales
- Certification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante
- Guide d'application GA X46-033 de la norme NF EN ISO 16000-7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air

2.1.5 Gestion des déchets

- Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 (modifiée) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances
- Arrêté du 4 Janvier 1985 suivi des déchets
- Loi n° 88.1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Circulaire du 28 décembre 1990 et Arrêtés préfectoraux sur Etude Déchets
- Loi n° 92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels

- Loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de Classe I
- Décret n° 98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Règlement des transports des matières dangereuses
- Guide des bonnes pratiques relatives aux installations de stockage de déchets Inertes du BTP
- Recommandation T2 2000 relative à l'obligation des maîtres d'œuvre

2.2 Visites des installations et locaux

Le candidat a l'obligation, pour procéder à son étude technique et financière, de se rendre compte sur place de l'état exact des ouvrages concernés afin de prendre en considération les éléments structurels et environnementaux permettant de répondre au plus juste au présent marché, notamment :

- L'implantation de l'ouvrage,
- Les modalités et difficultés d'accès,
- L'approvisionnement des matériaux,
- L'installation de chantier,
- Les sujétions à prévoir dans le cadre de la réalisation des travaux.

En sa qualité de professionnel, le prestataire devra être force de proposition et devra indiquer au maître d'ouvrage toute anomalie supplémentaire constatée entraînant une modification de la prestation de base. Il rendra également compte de toutes erreurs, omissions ou contradictions qu'il aurait pu constater dans les différentes pièces fournies au présent marché.

Le prestataire devra signaler au maître d'ouvrage les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en accord avec les constats réalisés, et l'observation des règles de l'art.

2.3 Présentation de l'opération de travaux

2.3.1 Éléments généraux

Dans le cadre du désamiantage l'opération de travaux comprendra à minima :

- La dépose des matériaux et produits amiantés,
- La rédaction, la transmission et la fourniture de la documentation relative à l'opération de désamiantage (plan de retrait, rapport de fin de travaux, BSDA...),
- La réalisation des mesures d'empoussièrement conformément à la réglementation,
- L'évacuation et le traitement des déchets issus de l'opération de désamiantage,
- La sécurisation des surfaces concernées par l'opération de désamiantage après travaux,
- Les raccordements en fluide et en énergie nécessaires à la réalisation des travaux, à partir des réseaux de l'établissement. A défaut, le prestataire utilisera un moyen de substitution adapté,
- La fourniture et/ou la location, le montage et le démontage des équipements nécessaires à la réalisation des travaux (échafaudages, échelles, plates-formes...),
- La fourniture et/ou la location, le montage et le démontage des équipements de protection collective nécessaire à la réalisation des travaux dans le respect des normes et de la réglementation relative à la prévention des risques professionnels et environnementaux (ventilation mécanique, moyens de protection contre la chute, moyens de protection contre la chute de matériaux, signalisation, etc...),
- La fourniture et/ou la location, la maintenance et la vérification du matériel nécessaire à la manutention des équipements et des matériaux,

- La fourniture et/ou la location, la maintenance et la vérification du matériel nécessaire à la protection des ouvrages existants.

Le prestataire devra informer le donneur d'ordre de toute présence d'amiante mise en évidence lors de l'opération.

2.3.2 Dispositions applicables en fin de travaux

Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, le prestataire devra procéder :

- À un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées,
- Au nettoyage approfondi de la zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité,
- À la fixation des fibres éventuellement résiduelles sur les parties traitées.

2.4 Mesures d'empoussièrement

2.4.1 Éléments généraux

Les mesures d'empoussièrement dans l'air comprennent l'activité de prélèvement d'air et celle d'analyse et de comptage des fibres d'amiante. Elles sont réalisées selon des modalités définies par arrêté des ministres chargés de la construction, de la santé et du travail.

Pour procéder à la stratégie d'échantillonnage, aux prélèvements et aux analyses, l'employeur fait appel à un même organisme accrédité. L'organisme choisi doit être indépendant du prestataire retenu pour l'opération de désamiantage. Un arrêté des ministres chargés de la santé et du travail définit les modalités et conditions d'accréditation de ces organismes, notamment les compétences des personnes chargées d'effectuer les mesures.

L'empoussièrement sera mesuré selon la méthode de microscopie électronique à transmission analytique (META)

2.4.1.1 Avant le début des travaux :

Préalablement aux travaux, le prestataire devra procéder au contrôle de l'état initial de l'empoussièrement de l'air en fibres d'amiante conformément aux dispositions de l'article R. 1334-25 du Code de la Santé Publique.

2.4.1.2 Pendant les travaux :

Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, le prestataire vérifiera le respect de la valeur fixée par l'article R. 1334-29-3 du Code de la Santé Publique par des mesures d'empoussièrement réalisées :

- Dans la zone d'approche de la zone de travail,
- Dans la zone de récupération,
- En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux,
- À proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet,
- En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur.

2.4.1.3 A la fin des travaux :

Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, le prestataire procédera à une mesure du niveau d'empoussièrement, réalisée conformément à l'article R. 1334-25 du Code de la Santé Publique.

2.4.1.4 Taux d'empoussièrement anormal

Lorsque le prestataire constate que le niveau d'empoussièrement dépasse le niveau estimé dans le document unique d'évaluation des risques et que, par suite, le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle n'est plus garanti, il suspend les opérations jusqu'à la mise en œuvre de mesures propres à

remédier à cette situation. Afin de vérifier l'efficacité de ces mesures, il procède sans délai à un nouveau contrôle du niveau d'empoussièrement.

Lorsque, durant l'exécution des opérations, le niveau d'empoussièrement constaté est supérieur au troisième niveau (empoussièrement dont la valeur est supérieure ou égale à 6 000 fibres par litre et inférieure à 25 000 fibres par litre), le prestataire suspend les opérations et alerte l'établissement, l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale. Il met en œuvre des moyens visant à réduire le niveau d'empoussièrement

2.4.2 Protection de l'environnement du chantier

Le dépassement du seuil fixé par l'article R. 1334-29-3 du Code de la Santé Publique dans les bâtiments, les équipements, les installations ou les structures dans lesquels ou dans l'environnement desquels l'opération est réalisée entraîne sans délai l'arrêt des opérations et la mise en place des mesures correctrices et préventives permettant le respect de ce seuil.

Le prestataire devra informer sans délai l'établissement ainsi que le Préfet compétent à raison du lieu du chantier, du dépassement, de ses causes et des mesures prises pour y remédier.

2.5 Principes et moyens de prévention

2.5.1 Analyse initiale des risques

Le prestataire estimera le niveau d'empoussièrement correspondant à chacun des processus de travail et les classes selon les trois niveaux suivants :

- Premier niveau : empoussièrement dont la valeur est inférieure à 100 fibres par litre,
- Deuxième niveau : empoussièrement dont la valeur est supérieure ou égale à 100 fibres par litre et inférieure à 6 000 fibres par litre,
- Troisième niveau : empoussièrement dont la valeur est supérieure ou égale à 6 000 fibres par litre et inférieure à 25 000 fibres par litre.

Le prestataire devra transcrire les résultats de son évaluation des risques pour chaque processus dans le document unique d'évaluation des risques. Il le met à jour à chaque modification de processus entraînant un changement de niveau d'empoussièrement ou lors de l'introduction de nouveaux processus.

2.5.2 Mesures techniques

Afin de garantir l'absence de pollution des bâtiments, équipements, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels les opérations sont réalisées, le prestataire mettra en œuvre :

- Des techniques et des modes opératoires de réduction de l'empoussièrement tels que le travail robotisé en système clos, la réduction de la volatilité des fibres d'amiante par l'imprégnation à cœur des matériaux contenant de l'amiante avec des agents mouillants, le démontage des éléments par découpe ou déconstruction,
- Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations, notamment en mettant à disposition des travailleurs les moyens de décontamination appropriés et en définissant la procédure de décontamination à mettre en œuvre.

2.5.3 Mesures de protection collectives

Au cours de la phase de préparation de l'opération, le prestataire mettra en place des moyens de protection collective adaptés à la nature des opérations à réaliser permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail et d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible. Ces moyens comprennent :

- L'abattage des poussières,
- L'aspiration des poussières à la source,
- La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air,
- Les moyens de décontamination appropriés.

2.5.4 Signalisation

Le prestataire prendra toutes les mesures appropriées pour que la zone dédiée à l'opération soit signalée et inaccessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

Cette signalétique mentionne notamment le niveau d'empoussièrement estimé des opérations réalisées et les équipements de protection individuelle obligatoires.

2.6 Établissement du plan de retrait

2.6.1 Contenu du plan de retrait

En fonction de l'évaluation des risques, le prestataire devra établir un plan de retrait. Il est établi en fonction du périmètre du marché de travaux auxquels il correspond. Il précise notamment :

- La localisation de la zone à traiter,
- Les quantités d'amiante manipulées,
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés,
- La date de commencement et la durée probable des travaux,
- Le nombre de travailleurs impliqués,
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre,
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre,
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R 4412-126 à R 4412-128 du Code du Travail,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets,
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R 4412-118 et R 4412-119 du Code du Travail,
- Les dossiers techniques prévus à l'article R 4412-97 du Code du Travail,
- Les notices de poste prévues à l'article R 4412-39 du Code du Travail,
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air,
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation,
- Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R 4412-135 du Code du Travail.

2.6.2 Transmission du plan de retrait

Un mois avant le démarrage des travaux, le prestataire devra informer l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux ainsi que, le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Il leur adresse à ce titre le plan de retrait sur tout support adapté et par tout moyen permettant d'établir la date certaine de réception.

Le démarrage du chantier ne pourra avoir lieu qu'après validation du plan de retrait par les autorités compétentes et l'établissement.

2.6.3 Consultation du plan de retrait

Le plan de retrait sera tenu à disposition sur le chantier et mis à jour dès que nécessaire.

3 TRAITEMENT DES DECHETS

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante seront conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.

Les déchets seront ramassés au fur et à mesure de leur production. Ils seront conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le Code de l'Environnement notamment en ses articles R 551-1 à R 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. En outre, les déchets seront évacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.

Les déchets sont transportés et éliminés conformément aux dispositions du chapitre Ier du titre IV du livre V du Code de l'Environnement. Ils devront être traités par un organisme agréé. Le prestataire joindra l'attestation du centre de traitement à son offre.

4 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE

Les travaux de désamiantage seront obligatoirement réalisés par une entreprise spécialisée présentant des certificats de qualification à jour, des références de réalisations au moins équivalentes et de personnel formé et qualifié. L'entreprise doit justifier des qualifications suivantes :

- Qualification QUALIBAT 1552 ou AFNOR Amiante,
- Références de réalisations au moins équivalentes,
- Certificats individuels de compétences valides du personnel affecté sur ce chantier.

Une entreprise d'un Etat membre de l'Union européenne non établie en France peut effectuer les travaux prévus par le présent cahier des charges si elle dispose d'un certificat délivré par cet Etat sur le fondement d'un référentiel offrant des garanties similaires à celles résultant des articles R 4412-129 à R 4412 131 du Code du Travail, et attestant de sa compétence pour mettre en œuvre toute méthode normalisée ou assimilée, applicable sur le territoire national, dans le domaine au titre duquel elle intervient.

5 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de l'exécution des travaux, le prestataire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles (protections, bâchage, protection contre le vol) pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés par le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des déchets.

Toutes des protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires et ceci sans délai d'exécution. Dégâts qui pourraient survenir soit de son fait, soit de celui de son personnel, de ses sous-traitants, de ses livreurs. L'établissement se réserve le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais de l'entreprise défaillante.

6 REUNIONS DE CHANTIER

Si l'opération dure plus de 5 jours ouvrés, une réunion de chantier sera organisée sur site chaque semaine. Dans cette optique, un représentant du prestataire, qualifié et compétent au regard des opérations de travaux, devra participer à ces réunions. Il devra par ailleurs avoir une délégation décisionnaire de la part de l'entreprise qu'il représente.

7 SANTE, SECURITE ET SURETE

7.1 Règles d'hygiène, sécurité, environnement

Le prestataire doit se conformer à l'ensemble des dispositions relatives à la mise en œuvre des mesures de prévention pour l'hygiène, la sécurité au travail et le respect de l'environnement. Il devra utiliser du matériel conforme et en bon état. Aucun prêt de matériel ne lui sera accordé par l'établissement, mis à part la fourniture de l'énergie électrique et l'eau nécessaire au nettoyage et au rinçage de l'installation.

Une visite préalable suivie de la rédaction d'un plan de prévention sera effectuée entre l'entreprise titulaire du marché et l'établissement. Dans ce cadre, le prestataire devra fournir le PPSPS relatifs aux différentes opérations de travaux.

Les opérations étant réalisées dans un établissement de santé, des mesures spécifiques doivent être prises par le prestataire, à savoir :

- Le matériel nécessaire à l'opération et les outils ne devront en aucun cas rester sans surveillance,
- Il est strictement interdit de donner quoi que ce soit à un patient,
- L'intimité des patients doit être respectée,
- Le personnel du prestataire doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance durant les travaux,
- La fermeture systématique des véhicules et de l'installation de chantier,
- La limitation des accès au chantier aux seules personnes autorisées.

7.2 Qualification des intervenants

Le prestataire devra communiquer le nombre de personnes intervenant sur le site de l'établissement. Le chargé de travaux de l'entreprise extérieure est responsable de la transmission des consignes de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement à l'ensemble du personnel intervenant.

Le prestataire garantit que son personnel intervenant sur le site est qualifié pour l'exécution des prestations demandées. Il doit être compétent dans le domaine de la prévention des risques générés par les opérations de travaux. En sa qualité de professionnel, le prestataire dispose des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, à savoir le matériel et les compétences.

Le prestataire justifiera de la détention, pour tout intervenant, des titres d'habilitation et du suivi des formations nécessaires, notamment l'attestation de compétence prévue à l'article R. 4412-117 du Code du Travail.

8 HORAIRES D'INTERVENTION

Les interventions seront exécutées, en application des modalités et consignes transmises par le représentant de l'établissement. Sauf spécifications particulières, elles s'exécuteront pendant les heures d'ouverture de l'établissement et devront, dans la limite du possible, respecter le déroulement normal d'une journée de travail (08h00 – 17h00).

Dans le cas où des contraintes d'exploitation empêchent la réalisation des travaux sur une partie des installations concernées, il sera analysé l'opportunité de programmer les interventions dans des conditions spécifiques (horaire, accessibilité au bâtiment...), sous condition d'un commun accord entre le prestataire et le représentant de l'établissement.

9 CONDITIONS D'ACCES

Le prestataire s'engage à confirmer par écrit au représentant de l'établissement la date d'intervention 10 jours ouvrés avant la date prévue.

Le personnel intervenant a l'obligation de se présenter quotidiennement, avant toute intervention, auprès du représentant désigné. Ce personnel devra respecter les éventuelles contraintes imposées pour l'accès et la circulation à l'intérieur de l'établissement.

Le représentant de l'établissement devra faciliter au personnel de la société intervenante, l'accès aux différents bâtiments et aux locaux à accès restreint si nécessaire, selon les protocoles de l'établissement.

10 INSTALLATION DE CHANTIER

Le prestataire devra prévoir une base de vie pour son personnel intervenant.

L'établissement mettra à disposition l'énergie électrique et les alimentations en eau nécessaires à la réalisation des opérations. Le prestataire aura à sa charge la fourniture et l'installation du matériel (rallonge, tuyauterie, adaptateurs...) nécessaire à l'alimentation des équipements liés aux opérations du présent cahier des charges.

11 COMMUNICATION D'INFORMATIONS

L'établissement transmet au prestataire l'ensemble des informations et la documentation en sa possession, utiles à l'exécution de la prestation, notamment les plans et schémas disponibles sur le site.

Cette documentation est confidentielle et reste à la propriété de l'établissement. Elle est utilisée par le prestataire pour les missions présentées dans le présent cahier des charges, et devra être restituée à l'expiration de la prestation ou à tout moment en cas de demande.

12 DOCUMENTS A PRODUIRE

- Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) :
Les déchets de produits et matériaux amiantés devront faire l'objet d'un Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés (CERFA N°11861*03) dont une copie devra être adressée à l'établissement.
- Rapport de fin de travaux : Le prestataire établira un rapport de fin de travaux, en format papier, contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux, notamment :
 - Le plan de retrait,
 - Les mesures de niveau d'empoussièrement,

- Les certificats d'acceptation préalable des déchets,
- Les plans de localisation de l'amiante mis à jour.

Un exemplaire du rapport sera fourni à l'établissement en format informatique.

13 RECEPTION

La réception des travaux sera réalisée sous réserve de résultats concluants des épreuves, contrôles et de la remise des documents complets. En l'absence de ces documents, la réception des travaux ne pourra être prononcée.

Un représentant de l'établissement assistera aux opérations préalables à cette réception.